

SOCIAL I BREST

L'AIDE ALIMENTAIRE **BREST**





12 structures d'aide alimentaire réparties dans les quartiers brestois

parmi les 28 enquêté·e·s rencontré·e·s dans le cadre de l'ABS ont



En moins de 10 ans. le recours à l'aide alimentaire a presque doublé en France, passant de 2,8 millions de personnes concernées en 2009 à **5,5 millions** de personnes en 2018¹

22 personnes : Une hausse relative du nombre de bénéficiaires et de colis distribués en 2020 par rapport à 2019.

1 220

tonnes de denrées distribuées en Finistère par la banque alimentaire en 2020, à près de **7 800** bénéficiaires

Qui sont les ménages qui ont recours à l'aide alimentaire ? Leur nombre ayant augmenté dans le contexte de crise sanitaire, dans quelle mesure le profil des bénéficiaires a-t-il évolué? Qu'est-ce qui conduit les ménages à y recourir? Dans quelle mesure est-ce que cette aide répond à leurs besoins ? Quels ont été les effets de la crise sanitaire sur l'activité des sites de distribution?

Ce sont autant de questions auxquelles cette étude tente de répondre. Elle vise en particulier à approfondir la connaissance sur les pratiques de distribution mises en œuvre par les douze associations d'aide alimentaire brestoises et la nature des produits distribués. Elle cherche à comprendre dans quelle mesure les quantités et variétés des produits distribués permettent de répondre à la sécurité alimentaire (quantité suffisante) au niveau des besoins des personnes et à une alimentation de qualité (incidence sur la santé).



^{1.} Inspection générale des affaires sociales, « La lutte contre la précarité alimentaire. Évolution du soutien public à une politique sociale, agricole et de santé publique », décembre 2019.

L'insécurité alimentaire, une situation subie, liée à la faiblesse des ressources

Cette première partie porte sur l'expérience de l'insécurité alimentaire telle qu'elle a été exprimée par les personnes rencontrées. L'ensemble des personnes interviewées ont indiqué que c'est la faiblesse de leurs moyens financiers ou l'absence de marges de manœuvre sur le plan budgétaire qui les a conduit à des restrictions dans leur alimentation. Ces restrictions sont de plusieurs ordres et traduisent une situation qui a des conséquences variables selon les individus rencontrés.

Ne pas pouvoir manger trois repas par jour

En premier lieu, l'absence de ressources conduit certain·e·s enquêté·e·s à réduire le nombre de repas consommés quotidiennement. Le fait de se priver d'au moins un repas a été mentionné par cinq d'entre eux. Ces privations sont présentées comme des stratégies ponctuelles mises en œuvre durant une période spécifique de forte tension budgétaire, en fin de mois par exemple.

66

Ça m'est arrivé de ne pas manger le matin plusieurs fois oui. Je gardais un repas le midi, un le soir, point barre."

Morgane, 45 ans

En France, 48 % des foyers modestes éprouvent des difficultés à assurer 3 repas par jour

Source : étude IPSOS/SPF 2018



Des fois, quand y'a plus rien, je laisse pour les enfants. On laisse pour les enfants. Ce matin par exemple j'avais rien mangé, rien bu depuis hier soir..

Emma, 33 ans

Ne pas avoir le choix de ce que l'on mange

Les contraintes budgétaires peuvent aussi influer sur la capacité des personnes rencontrées à choisir les aliments consommés, en les poussant à se diriger prioritairement vers des aliments roboratifs, qui permettent de diminuer la sensation de faim.

Dès lors, l'alimentation n'est plus associée au plaisir, elle consiste prioritairement à « se remplir le bide » (Alain). C'est à la fois une perte du plaisir de manger mais aussi de cuisiner ou de recevoir chez soi. Souvent, les enquêté·e·s évoquent le fait que certains produits au coût plus élevé disparaissent de leur assiette, en particulier le poisson, la viande, les fruits et les légumes frais. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'ils sont plébiscités dans les colis alimentaires.



Mais les pâtes, je sature, j'en peux plus des pâtes... des pâtes, des pâtes, des pâtes... J'ai des kilos de pâtes à la maison.

Christine, 54 ans



L'intégration de la notion de « bien manger »

Le discours d'une grande partie des personnes interrogées est fortement imprégné de considérations relatives au « bien manger », qui s'entend à la fois comme le fait de manger « équilibré », de manger « responsable » ou « durable » (des produits respectueux de l'environnement) et enfin de manger des produits « de qualité », c'est-à-dire des produits considérés comme ayant meilleur goût car issus de circuits de production durables, non industriels. Quatre interviewé·e·s plébiscitent par exemple les produits locaux et regrettent de ne pas pouvoir s'en procurer davantage faute de moyens. Seuls deux d'entre eux indiquent s'approvisionner ponctuellement au marché situé à proximité de leur domicile, mais n'y achètent pas nécessairement des produits locaux.

De ce point de vue, les personnes rencontrées ne semblent pas se distinguer du reste de la population finistérienne. En effet, une enquête menée à l'échelle départementale sur les habitudes alimentaires des consommateur-rice-s par le laboratoire Lego (Laboratoire d'économie et de gestion de l'ouest) en 2018² mettait en avant l'appétence des finistérien-ne-s pour les critères environnementaux en matière d'achats alimentaires. Les critères de choix des personnes rencontrées, bien qu'orientés de façon prioritaire par la question du prix, portent aussi sur la provenance locale, la composition des produits, etc. Des critères environnementaux donc.

Interrogés plus spécifiquement sur la question du « bio » et de leurs pratiques de consommation, une majorité des personnes enquêtées affirme que si elle en avait les moyens elle préfèrerait pourvoir s'approvisionner en bio mais que le coût la refreine. L'aspect financier cristallise l'essentiel des échanges sur ce sujet, comme en témoignent les extraits d'entretiens.



66

Aujourd'hui j'essaie quand même de les prendre bio, je vais au Géant les jours où je sais qu'ils mettent les cageots à 2€. "

Morgane, 45 ans



Est-ce que vous achetez des fois des produits bio ? Vous savez, des produits sans pesticides ?

Fatima (40 ans): Alors là... oui, parfois. Mais vraiment c'est rare, rare, rare. Des fois oui, quand c'est moins cher, des fois c'est moins cher, tu vois des choses, ici, à Netto, où c'est écrit « bio » que tu as besoin tu prends. Si c'est moins cher. Sauf que c'est souvent plus cher. [...] J'ai jamais fait des courses totalement bio, ça c'est pas possible.

Et si vous le pouviez, vous aimeriez ? Ce serait quelque chose que vous regarderiez, ou pas forcément ?

Fatima: Mmmh... pas forcément, pas forcément. Peut-être qu'il y a des produits bio que je vais... oui... Peut-être par rapport aux légumes ou aux fruits, ça oui. Mais par contre il y a des produits transformés et tout... ça pas forcément...

Les produits bio, par exemple, vous regardez ou pas ?

Emma (33 ans): Non, c'est trop cher. La plupart du temps, je prends quasiment rien de bio parce que c'est trop cher.

Ne pas pouvoir se faire à manger

Au-delà de l'aspect financier, ce sont aussi les conditions de logement et le niveau d'équipements qui peuvent fortement contraindre les pratiques alimentaires des personnes rencontrées. Quatre d'entre elles mentionnent un manque d'électroménager, faute de ressources pour s'en procurer, ce qui les empêche de stocker les aliments ou de pouvoir les cuisiner (absence de frigo, de congélateur ou de four notamment). Les acteurs de l'aide alimentaire rencontrés évoquent également la situation particulière des personnes sans logement, qui vivent à la rue ou en hébergement d'urgence (à l'hôtel par exemple) et pour lesquelles le défaut d'équipement rend impossible l'élaboration et la prise de repas. Pour ces derniers, l'accès à des structures d'aide alimentaire qui proposent des repas préparés est essentiel.

^{2.} Source: http://association-alimentation.fr/resultat-enquete-habitudes-alimentaires-finistere/enquete_consommateurs_finistere_aux_gouts_du_jour_lego/

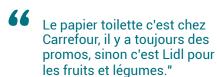
Des stratégies multiples de « débrouille » pour gérer la contrainte budgétaire

Un invariant : le recours au discount alimentaire

Pour faire face à leurs difficultés, les ménages développent différentes stratégies :

S'approvisionner dans des magasins discounts.

personnes quasi-totalité des interrogées opèrent ainsi un classement enseignes commerciales fonction du niveau des prix pratiqués, des types de produits proposés, et de l'éloignement géographique du magasin par rapport à leur domicile. Lidl et Action apparaissent en tête des enseignes les plus mentionnées parmi les enquêté·e·s. Il est également fréquent qu'ils multiplient les lieux d'approvisionnement pour être certains d'avoir toujours accès aux prix les plus bas dans chaque magasin:



Malika, 37 ans

Le recours à ces enseignes discount est parfois chronophage lorsque le magasin visé n'est pas à proximité du domicile et qu'il faut s'y rendre en transports en commun (une grande majorité d'entre eux ne sont pas véhiculés). Deux enquêté·e·s qui habitent le quartier de Kerangoff indiquent, par exemple, organiser ponctuellement des virées au magasin Lidl situé dans le quartier de Saint-Pierre, pour lesquelles ils bloquent un après-midi entier et mobilisent leurs enfants afin de les aider à porter leurs achats.

 Faire ses courses en gros pour réaliser des économies d'échelles.

C'est le moyen de mieux anticiper les éventuelles variations à la baisse des revenus futurs et de s'assurer de ne



rien manquer. C'est aussi le moyen de bénéficier de promotions. Ces conduites économiques de gestion quotidienne exigent un important travail d'organisation, de calcul, de comptage assidu et sont tout à la fois chronophages et sources de stress.

La congélation des denrées : un usage répandu mais qui nécessite d'acquérir un équipement couteux

Autre pratique courante évoquée : le fait de cuisiner les denrées et de les congeler pour être certain de disposer de suffisamment en quantité jusqu'à la fin du mois.

Myriam, une résidente d'un CHRS qui vit avec ses deux enfants, interrompt l'entretien pour demander à son fils de bien vouloir se rendre chez le boulanger acheter 8 baguettes qu'elle prévoit de congeler. Elle indique que c'est parce qu'elle vient d'obtenir un chèque alimentaire. Ces pratiques sont davantage répandues parmi les personnes rencontrées dont les ressources sont irrégulières et incertaines. Elles congèlent et stockent pour s'assurer de ne pas manquer. C'est un moyen d'épargner, de prévoir et de se protéger contre le manque.

Toutefois cette stratégie d'accumulation a un coût en termes d'équipement, auquel certains ne peuvent pas faire face. Trois personnes indiquent qu'elles aimeraient posséder un congélateur mais n'en n'ont pas les moyens. C'est le cas de Christine, rencontrée chez Entraide et Amitié. Elle a néanmoins trouvé une solution pour pallier ce manque en sollicitant l'aide d'un voisin qui lui prête une partie du sien :

66

S'il y a des surgelés [qui sont distribués], je les cuis le jour-même. Je décongèle et je cuis le jour-même, parce que j'ai pas de congélateur. Et si vraiment j'ai trop de congelés, je vais chez le voisin. Il me laisse un morceau du congélo. "

Christine, 54 ans

Être aidé par son entourage

Plusieurs personnes décrivent cette solidarité ponctuelle apportée par l'entourage. Il s'agit le plus souvent de denrées qui sont offertes par des membres de la famille, ou quelques fois par des voisins. Sandrine, 55 ans, reçoit par exemple la visite de ses enfants qui lui donnent plusieurs fois par mois des produits qu'ils ont achetés en grande surface. Ces sources d'approvisionnement gratuites permettent d'alléger ponctuellement ses dépenses alimentaires.

L'autoproduction, un souhait partagé par plusieurs personnes rencontrées

Parmi les interrogé·e·s, cinq d'entre eux (Morgane, Emma, Fatima, Amadou et Christine) indiquent qu'ils ou elles aimeraient pouvoir planter et récolter de quoi s'approvisionner en légumes et fruits pour se nourrir. L'autoproduction alimentaire leur paraît à la fois un moyen de mieux maîtriser les coûts liés à leur alimentation et d'accéder à des produits de meilleure qualité. Elle est surtout présentée comme un moyen potentiel de s'affranchir de l'aide alimentaire et de retrouver une marge d'autonomie dans le choix des légumes qu'ils ou elles pourraient ainsi consommer. Il est intéressant de souligner que ces cinq enquêté·e·s ont toujours évolué dans un contexte urbain et n'ont jamais possédé de jardin. Seule une personne rencontrée pratique déjà l'autoproduction, il s'agit d'Isabelle, qui habite en pension de famille, une structure dans laquelle il y a un potager collectif. Elle estime que cela lui permet d'économiser une partie de ses dépenses alimentaires :

Je m'en sors, je fais mes courses une fois par semaine, après je cuisine un petit peu. J'ai mon congélateur donc ça va à peu près... Et puis, on a le jardin, on a des patates, c'est vrai, on a quelques trucs... ça aide."

Isabelle, 68 ans

Une pratique répandue à l'échelle nationale

En 2017, un ménage sur cinq a consommé des aliments de sa propre production ou de celle provenant d'un autre ménage, qu'il s'agisse de produits du jardin, de la bassecour, de la cueillette, de la chasse ou de conserves préparées à partir de ces produits. Les légumes sont les aliments les plus fréquemment autoconsommés, devant les fruits, les œufs, le lait ou les produits laitiers. Les deux tiers des ménages concernés disposent d'un jardin avec un potager ou un verger.Les plus âgés autoconsomment davantage. La part des ménages qui autoconsomment a baissé en 30 ans : elle était de 34 % en 1985, de 23 % en 2006 et de 20 % en 2017

Les deux tiers des ménages qui autoconsomment résident hors unité urbaine ou au sein d'unités urbaines de moins de 20 000 habitants et dans deux cas sur trois ils disposent d'un jardin avec un potager ou un verger.

Source: Insee focus n°236, Mai 2021. https://www.insee.fr/fr/statistiques/5370353



Crédits: Emmanuelle Pichelin/Brest métropole

L'aide alimentaire comme variable d'ajustement dans les budgets

qu'étant des dépenses contraintes 3 », les dépenses de nourriture sont très réduites pour la plupart des personnes interrogées. Elles privilégient l'achat de denrées à bas coût, et, il peut arriver qu'elles se privent ponctuellement de certains repas. L'aide alimentaire apparaît alors comme la variable d'ajustement dans leurs budgets. Y avoir recours leur permet de dégager une somme d'argent qu'elles peuvent ainsi positionner sur d'autres postes de dépenses considérés plus importants et en particulier la dépense prioritaire que représente le loyer.

Malgré cela, pousser la porte de l'aide alimentaire n'est pas une démarche facile. Parmi les 22 personnes rencontrées, la majorité évoque ce recours comme un choix par dépit, faute de mieux. Elles rappellent l'humiliation ressentie lorsqu'elles ont été contraintes de la solliciter.



La première fois que je suis venue ici, j'ai pleuré."

Christine, 54 ans, rencontrée chez Entraide et Amitié

Ce premier recours est vécu comme le signe d'une entrée dans l'exclusion, dans le « monde de l'assistance ». Demander de l'aide pour ce besoin si primaire que celui de se nourrir est perçu comme une situation humiliante.

Cette perception stigmatisante de l'aide n'est toutefois pas partagée par tous les enquêté·e·s. Pour d'autres, ce recours est plus normalisé et leur apparaît comme l'activation légitime d'un droit :

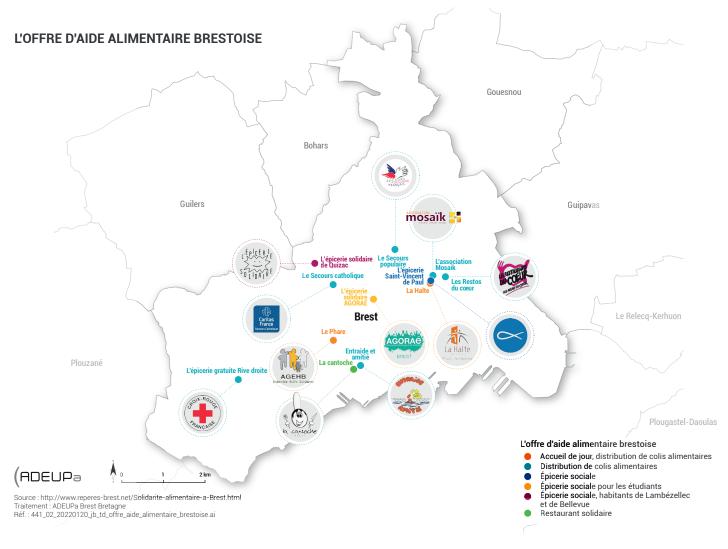
66

Oui, c'était un peu dur, mais après tout, on a des droits aussi, donc autant en profiter. On est Français, voilà. C'est tout. [...] C'est ça, c'est tout ce que je me suis dit. Je fais comme tout le monde.."

Mme Karine, 51 ans

^{3.} Par dépenses contraintes on entend ici celles auquelles il est difficile d'échapper : le logement, l'énergie, l'alimentation, l'assurance, le remboursement d'emprunt, la taxe d'habitation, le téléphone, les transports, etc.

Une offre d'aide alimentaire plurielle à Brest



Une constellation large d'acteurs

Le champ de l'aide alimentaire brestois est composé d'une large diversité de structures et d'acteurs qui ont recours à des pratiques de distribution hétérogènes. Parmi les quinze acteurs répertoriés, on distingue trois types de structures :

 Organismes dont l'activité principale est la mise en œuvre de l'aide alimentaire

Avec à la fois les antennes locales des réseaux nationaux « historiques » de l'aide alimentaire tels que les « Restos du cœur » et les associations locales spécialisées dans l'aide alimentaire : l'épicerie solidaire Agoraé, l'association Bethléhem, le restaurant solidaire La Cantoche, l'association Entraide et Amitié, l'épicerie

solidaire de Quizac, l'épicerie gratuite Rive droite.

 Associations « généralistes » dans le champ de la lutte contre l'exclusion, pour lesquelles l'aide alimentaire s'inscrit parmi d'autres interventions

Le Secours Catholique et le Secours Populaire s'inscrivent dans cette catégorie ainsi que l'épicerie sociale Saint Vincent de Paul

 Structures spécialisées dans un champ autre que l'aide alimentaire mais qui font de l'aide alimentaire en complément ou dans le cadre de leurs activités On retrouve notamment ici les accueils de jour comme La Halte ou Le Phare ou bien l'association Mozaïk.

Au-delà de ces organismes, une aide alimentaire ponctuelle peut aussi être attribuée aux ménages en difficulté par le biais des fonds de secours du CCAS et du fond unique d'aide (FUA) du Conseil départemental qui permettent la distribution de chèques d'accompagnement personnalisés (CAP), de secours en chèques et en espèces et de colis d'urgence. Plusieurs ménages rencontrés ont indiqué avoir bénéficié ponctuellement de ce type de secours.

Une multiplicité de pratiques de distribution

 Des pratiques d'accueil et une configuration des lieux de distribution différenciées

Chacun des acteurs cités « pratique » l'aide alimentaire à sa façon. Ainsi les modes de faire diffèrent sensiblement. Alors que dans certains sites la distribution est organisée sous forme de « files d'attente », les premiers arrivés étant les premiers servis, d'autres ont remodelé leurs pratiques de sorte à donner rendez-vous aux bénéficiaires à des horaires précis. D'autres encore, comme les épiceries solidaires, organisent l'accueil comme dans un commerce de proximité avec un système de rayonnage dans lequel les bénéficiaires sont libres de se servir et viennent à l'horaire qu'ils souhaitent.

 Une intervention des bénéficiaires dans la composition de leur colis selon des degrés variables

Aux Restos de cœur les colis sont préparés à l'avance, tandis qu'à l'antenne du Secours Populaire les bénéficiaires ont la possibilité d'intervenir dans la composition de leur colis. Cependant cette intervention est limitée par la diversité des denrées disponibles. Ainsi les bénéficiaires remplissent eux-mêmes leur sac, mais les produits leurs sont tendus par les bénévoles et ils n'ont pas toujours le choix de la quantité qu'ils souhaitent avoir.

Ici la variabilité des pratiques témoigne d'une conception différenciée de l'aide alimentaire. On distingue notamment les associations dites « distributrices » (qui organisent la distribution de colis) des épiceries sociales et solidaires qui prônent de nouveaux modes de faire.



Les étalages de l'épicerie solidaire gérée par la Croix-Rouge, rive droite

 Différentes conditions d'accès à l'aide et durées d'aides accordées

Certaines associations ont des critères d'accès basés sur des plafonds de ressources, qui diffèrent d'une structure à l'autre. Les barèmes des Restos du cœur, par exemple, ne sont pas les mêmes que ceux du Secours catholique, et varient selon la saison.

L'exigence d'une contrepartie est demandée par les épiceries solidaires où les bénéficiaires doivent s'acquitter du prix des produits tandis que d'autres associations pratiquent la gratuité totale.

La durée de l'aide accordée, enfin, peut être limitée. À l'épicerie solidaire de Quizac, par exemple, elle est accordée pour 6 mois renouvelables. Au Secours populaire il s'agit d'une aide ponctuelle, tandis que chez Entraide et Amitié les bénéficiaires sont libres de venir s'approvisionner aussi longtemps que de besoin.

Une certaine homogénéité du point de vue des denrées distribuées

Enfin, les produits distribués sont relativement similaires d'une association à l'autre puisqu'ils proviennent des mêmes circuits d'approvisionnements. Ainsi la majorité distribuent à la fois des produits frais et d'autres non périssables, prêts à être cuisinés. Néanmoins, quelques structures distribuent aussi des repas chauds préparés lorsqu'elles accueillent des publics qui ne possèdent pas de quoi cuisiner. Chez Entraide et Amitié, par exemple, les bénévoles cuisinent une partie des denrées récupérées avant de les distribuer : « On cuit les œufs à l'avance. Pour qu'ils aient des œufs durs.».

Finalement, ces pratiques et configurations différenciées dépendent des choix opérés par les acteurs qui résultent d'une adaptation à des contraintes à la fois logistiques (selon la nature des locaux dont ils disposent par exemple), matérielles et humaines (selon le nombre de bénévoles) et selon le type de publics ciblés. Elles révèlent une préoccupation partagée par l'ensemble des acteurs de répondre au mieux aux besoins des publics accueillis.

L'émergence des épiceries sociales et solidaires

Apparues il y a une dizaine d'années, ces structures proposent, contrairement au modèle de don habituel, des produits contre une participation financière (les prix de vente allant de 10 % à 50 % des montants moyens du marché). Leur développement émerge d'une volonté de faire de l'aide alimentaire autrement, et de briser la logique d'assistanat qu'induit la distribution de denrées gratuites. Il en existe aujourd'hui différentes formes.

Un exemple brestois : l'épicerie solidaire de Quizac

Elle se présente comme un commerce alimentaire « lambda ». Une attention particulière a d'ailleurs été portée à l'aménagement de l'extérieur (une vitrine ouverte qui rend visible l'intérieur aux passants) et à l'emplacement du local (elle est située dans les locaux d'une ancienne banque, dans un lieu qui rassemble d'autres commerces) afin de rendre le lieu le plus banal et commun possible.

« Il fallait qu'aux yeux des habitants le lieu soit visible et surtout qu'il soit perçu et représenté comme un commerce alimentaire comme un autre ». (Responsable de l'épicerie solidaire de Quizac)

L'hétérogénéité des pratiques répond à la diversité des profils de bénéficiaires

Une certaine spécialisation des sites de distribution selon les publics

Les différents modes de distribution décrits correspondent dans les faits à différents profils de publics selon leur typologie familiale, leur degré d'autonomie financière, leur niveau d'équipement, leur besoin d'accompagnement, etc. Chaque espace de distribution semble être organisé en fonction des publics visés.

 L'association Entraide et Amitié distribue des plats préparés, des sandwichs ou pizzas à emporter parce qu'elle accueille tout particulièrement des personnes seules, en situation de grande précarité (sans domicile, avec des problèmes d'addiction notamment).

66

La priorité pour ces personnes c'est qu'ils aient quelque chose dans le ventre...Ce ne sont pas eux qui vont se cuisiner un petit plat vous comprenez..."

Responsable

De la même manière l'absence de contraintes horaires par des rendez-vous fixés à l'avance aux bénéficiaires est pensée de façon à coller aux réalités de ces publics spécifiques, moins enclins à se rendre disponibles à un horaire précis. La faiblesse du contrôle des niveaux de ressources et la possibilité de ne pas être orienté par un travailleur social pour y accéder ont également vocation à offrir une plus grande flexibilité aux ménages reçus et à répondre à des situations d'urgence.

- Les Restos du Cœur, qui distribuent essentiellement des colis alimentaires, accueillent davantage de familles, souvent nombreuses, avec enfants et tout particulièrement des personnes exilées sans papiers.
- À l'épicerie solidaire de Quizac, les critères d'éligibilité entraînent mécaniquement un recours plus important de ménages monoparentaux, avec des ressources issues du travail salarié (23 ménages monoparentaux parmi les 38 ménages accueillis en juin 2021).
- Au Secours populaire, enfin, l'aide ponctuelle proposée génère une plus grande volatilité et diversité des publics reçus qui sont rarement les mêmes d'une semaine à l'autre.

Des bénéficiaires qui s'adaptent

 Les ménages rencontrés confient s'adapter à ces pratiques différenciées :
 « je pioche un peu partout » explique par exemple Madame T. Par ailleurs, ils se montrent très conscients des effets de seuils :



Aux Restos du Cœur, je sais que j'ai le droit en hiver mais plus en été "

Karine, 51 ans

Dans les faits, il est alors fréquent qu'ils combinent plusieurs modes de distributions. Parmi les 28 personnes rencontrées, 22 ont déjà eu recours à l'aide alimentaire au moins une fois et 10 affirment avoir fréquenté plusieurs sites de distribution, parfois en simultané. Christine explique par exemple se rendre le mercredi chez Entraide et Amitié et le jeudi aux Restos du Cœur. Cette polyfréquentation permet de s'assurer de disposer de suffisamment en quantité pour toute la semaine. Cela prend toutefois plus de temps.



Un recours à l'aide distinct selon les parcours individuels

La population des personnes ayant recours à l'aide alimentaire n'est pas homogène et rassemble des situations très variées : travaileur-se-s pauvres, allocataires des minimas sociaux, étudiant-e-s sans ressources, personnes sans papiers, personnes à la rue ou en squats, etc En lien avec cette diversité, les raisons du recours et de la durée de ce recours varient.

Un besoin le plus souvent ponctuel, mais ancré dans la durée

Pour 18 ménages sur les 22 ayant eu recours à l'aide alimentaire, ce recours s'inscrit sur plusieurs années mais n'est pas continu et est le plus souvent ponctuel. Parce qu'ils disposent de ressources très faibles, ces ménages ont du mal à faire face aux dépenses imprévues. Lorsque leur budget est soudainement amputé d'un certain montant, du fait d'une facture d'énergie élevée, de frais vétérinaires inattendus ou de la suspension de leurs droits, ils se tournent alors vers l'aide alimentaire. Par exemple Alain, rencontré chez Entraide et Amitié, a mobilisé quelques fois l'aide alimentaire lorsqu'il travaillait et depuis qu'il est en retraite se trouve contraint d'y recourir plus durablement car il n'a toujours pas perçu ses droits. Fatima, qui vit seule avec sa fille et alterne des périodes d'emploi en contrats intérimaires avec des périodes d'inactivités, sollicite un colis auprès du Secours populaire les mois où elle ne perçoit que le RSA.

Malgré leur faible niveau de ressources, ces bénéficiaires, parviennent à maintenir des achats alimentaires en parallèle. Leur recours de l'aide alimentaire, bien que ponctuel, est récurrent et s'inscrit dans la durée. D'après une enquête conduite en 2018 auprès de 85 bénéficiaires à Brest métropole, près d'un tiers recourait à l'aide alimentaire depuis 5 à 2 ans.

Globalement l'accès à un emploi salarié stable permet de s'affranchir du recours à cette aide. Hisham, réfugié érythréen rencontré chez lui avec sa femme et ses deux enfants, était dépendant des colis des Restos du Cœur pour se nourrir tout le temps de sa procédure de demande d'asile. À présent qu'il travaille à plein temps et qu'il a obtenu son statut de réfugié, il parvient à subvenir à ses besoins seul. De la même manière, Djibril, hébergé en FJT et qui vient de décrocher un CDI en tant qu'agent de sécurité confie :

66

Oui ça m'est arrivé souvent. Comme j'avais pas de travail, je partais au Secours Populaire, pour demander un colis. C'était pas tous les jours que je demandais, mais quand même... [...] Mais maintenant je travaille et j'ai pas besoin de ça. Vraiment, ça m'a bien aidé, je ne peux pas dire que ça m'a pas aidé, mais du coup, ça m'a vraiment aidé à me booster un peu quoi."

Djibril, 24 ans

Des « habitués », bénéficiaires de longue date

Pour certaines personnes rencontrées, les denrées obtenues grâce à l'aide alimentaire constituent en revanche l'essentiel de leur alimentation. Cela concerne en particulier les bénéficiaires qui n'ont pas la possibilité de travailler soit parce qu'ils sont sans papiers ou parce qu'ils ne parviennent pas à trouver un emploi. La faiblesse des ressources dont ils disposent les placent dans une situation de pénurie alimentaire plus ou moins chronique. Ces personnes ne mangent presqu'exclusivement que des produits distribués dans les associations et n'effectuent que de façon résiduelle des achats dans des commerces. C'est par exemple le cas d'Amadou qui vit avec sa femme et leurs six enfants dans un logement social. Diagnostiqué diabétique de type 1 depuis 4 ans, il ne peut plus travailler et percoit des indemnités liées à son arrêt maladie longue durée, mais dont le montant ne lui permet pas de subvenir à leurs besoins alimentaires.

Répartition des bénéficiaires selon l'ancienneté du recours



Source : « Satisfaction et caractéristiques sociales des bénéficiaires de l'aide alimentaire de Brest Métropole », Étude conduite pour le CCAS, Janvier 2018

La nature des produits distribués

Les canaux d'approvisionnement en denrées sont relativement similaires d'une association à l'autre et laissent peu de marges de choix et d'ajustement aux acteurs concernés. À Brest comme ailleurs, les organismes de distribution récupèrent des produits issus à la fois des grandes et moyennes surfaces (GMS), de la banque alimentaire, de collectes ponctuelles qu'ils organisent et d'achats directs qu'ils peuvent faire.

Les produits des grandes et moyennes surfaces (GMS)

La « ramasse », c'est-à-dire les produits récupérés auprès des GMS représentent 30 à 40% des denrées récupérées par les associations. Il s'agit de dons de produits frais et des produits proches de la date limite de consommation (DLC). Depuis l'introduction de la loi Garot sur le gaspillage alimentaire en 2017, les GMS sont encouragées par un système avantageux de défiscalisation à céder leurs invendus à des associations de l'aide alimentaire (via la signature d'une convention).

Les produits issus de grandes collectes annuelles ou semestrielles

Bon nombre d'associations, en particulier les associations qui ont une existence nationale (Croix-Rouge, Secours populaire, Restos du Cœur, etc.) organisent ponctuellement des collectes auprès des consommateurs au sein des supermarchés. Cette source d'approvisionnement leur permet notamment de récupérer des produits d'hygiène et surtout de flécher des produits spécifiques dont elles manquent et qu'elles n'obtiennent pas par les canaux habituels.



La grande majorité des associations brestoises reçoivent les produits qui leurs sont distribues via la Banque alimentaire. Cette dernière joue le rôle de grossiste pour près de 138 associations en Finistère. Elle s'approvisionne en denrées via différentes canaux, qu'elle redistribue intégralement aux associations locales.

L'achat direct
Enfin, certaines structures d'aide

alimentaire achètent directement, sur leurs fonds propres ou via des subventions, des produits dans le commerce pour compléter les denrées obtenues par ces différentes sources d'approvisionnement.

L'arrivée de nouveaux acteurs : un manque à gagner pour les associations

Depuis quelques temps de nouveaux acteurs sont venus se positionner comme intermédiaires entre les GMS et les associations. Il s'agit d'acteurs privés (start up, entreprises, qui se prétendent souvent du secteur de l'économie sociale et solidaire) et qui proposent aux GMS d'organiser la gestion des produits dont la DLC approche (étiquetage des produits, gestion du rayon spécifique dédié aux produits soldés, revente via leur application) et de faire l'intermédiaire avec les associations. En échange de ce service ils prennent une marge sur les produits vendus.

L'inconvénient de l'arrivée de ces nouveaux intermédiaires est que les produits récupérés par les associations sont ceux que ni les GMS ni ces acteurs privés ne sont parvenus à vendre. Il s'agit donc de produits restés longtemps en rayon avec une DLC très limitée lorsqu'ils arrivent dans les circuits de distribution de l'aide alimentaire.



L'implantation des industries agroalimentaires : un facteur tantôt favorisant tantôt pénalisant pour les acteurs de l'aide alimentaire

Les produits récupérés par la Banque alimentaire issus des dons des industriels représentaient 29% des denrées récoltées en 2020 (source : Rapport d'activité 2020 de la Banque alimentaire du Finistère). D'après les bénévoles de la Banque alimentaire, la nature et la diversité de ces denrées dépend de la présence d'industries agroalimentaires sur le territoire. De ce point de vue, le Finistère apparait relativement bien doté avec des acteurs positionnés sur une large diversité d'activités (lait, légumes, céréales..., cf. étude sur les filières agricoles et agroalimentaires en Finistère). Néanmoins pour répondre aux marchés nationaux et internationaux les acteurs de la filière se sont structurés à une échelle régionale ce qui fait que les plateformes de transformation de ces industries se situent majoritairement en Ille-et-Vilaine. Le coût du transport des denrées produites sur ces sites vers l'entrepôt de la banque alimentaire représenterait un surcoût trop élevé pour l'association.

Très récemment, l'entreprise Laïta (filiale du groupe Even) a par exemple délocalisé sa plateforme logistique de transformation de produits laitiers en Ille-et-Vilaine, ce qui a eu un impact direct sur la nature des denrées récupérées en 2020. Les produits laitiers ne représentaient plus que 14 % des denrées récoltées en 2020 contre 22 % en 2019.

Les produits de la banque alimentaire : entre paradoxe de leur provenance et dépendance vis-à-vis des filières locales

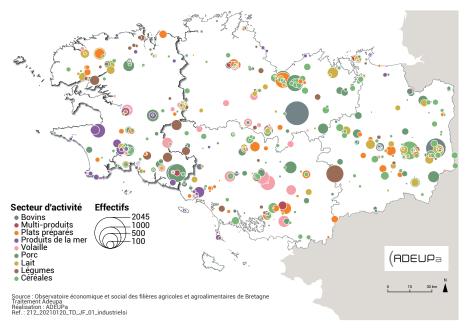
La Banque alimentaire s'approvisionne en denrées via 3 circuits principaux :

- Une partie est issue des produits dits du « FEAD » (Fonds Européen d'Aide aux plus Démunis). Il s'agit d'une subvention européenne qui permet d'acheter 27 produits différents en très grande quantité (via un appel d'offre lancé au niveau européen) qui sont ensuite dispatchés aux quatre grandes associations nationales dites « têtes de réseau » que sont : Les Restos du Cœur, la Croix-Rouge, le Secours populaire français et la Fédération française des banques alimentaires. Les épiceries sociales et solidaires bénéficient, de leur côté, des produits du CNES. Les produits récoltés via cet appel d'offre sont des produits industriels, non périssables, qui proviennent donc des quatre coins de l'Europe. Ce qui peut conduire à des situations paradoxales. La banque alimentaire du Finistère reçoit par exemple fréquemment des palettes de lait espagnol, alors même que le Finistère est le 5e producteur de lait en France et contribue pour 4,9% des livraisons nationales de lait en 2017.
- Une autre partie est issue des dons des producteurs et agriculteurs. Il s'agit de produits ne pouvant pas être vendus car comportant des anomalies. Ici la contrainte est celle de l'effet saisonnier, à certaines périodes de l'année les dons se font plus rares.
- Enfin, une partie est issue des dons des industriels. Il s'agit là encore des produits qui ne peuvent être vendus (produits avec défauts d'emballage ou d'étiquetage par exemple). L'implantation des sites de transformation de ces industriels a une influence directe sur l'approvisionnement

Nature des produits récoltés par la banque alimentaire du Finistère

	Féculents	Fruits et légumes	Matières grasses ajoutées	Produits laitiers	Sucré/ salé	Viande
Récolte idéale estimée	25 %	33 %	2,5 %	25 %	2,5 %	12 %
Récolte 2019	27 %	25 %	3 %	22 %	13 %	10 %
Récolte 2020	29 %	29 %	3 %	14 %	15 %	10 %
Écart (en points) et estimation des besoins	+4,2	-4,4	+0,5	-10,7	+12,2	-1,7

Les industriels agroalimentaires en Bretagne par secteur d'activité en 2018



Les besoins exprimés par les bénéficiaires rencontrés

Les personnes rencontrées formulent rarement des attentes précises quant aux denrées proposées dans la mesure où elles estiment que leur statut de bénéficiaires d'une aide gratuite ne les rend pas légitimes à exprimer des demandes ou des revendications. Leurs attentes, qui apparaissent davantage en filigrane qu'elles ne sont réellement exprimées, portent essentiellement sur la rareté de certains produits, la faiblesse des quantités, la redondance des produits distribués et parfois leur faible qualité.

La rareté de certains produits, que l'on ne peut se procurer autrement (car trop chers)

Parmi les besoins évoqués, le manque de viandes et de poissons dans les colis est un élément récurrent dans le discours des personnes interrogées. Il est exprimé par au moins 7 personnes. Ces produits sont aussi parmi ceux qui sont le plus appréciés lorsqu'ils sont distribués d'après les professionnels rencontrés.



Et qu'est-ce qui manque à l'inverse?

Christine: De la viande, de la viande rouge, même de la viande blanche, du poisson... C'est vraiment ce qui manque.

Le poisson ça va, mais, tout ce qui est côté viande, surtout le bœuf, ça... ouh... pour l'avoir c'est le luxe. Même le poulet entier, moi comme je suis qu'avec ma fille, j'ai pas le droit. C'est pour les familles nombreuses.

Le fait qu'ils soient autant plébiscités tient notamment à leur coût élevé dans le commerce ordinaire et au fait qu'ils soient perçus comme des aliments permettant de constituer des repas « complets ».

D'autres produits plus rarement distribués comme l'huile, le vinaigre et les épices sont également mentionnés.



Tout ce qui est fruits, légumes, produits laitiers ce sont des choses que les personnes viennent chercher ici et pas des conserves ou du "sec" qui sont des produits moins chers et que certains achètent en début de mois en grandes surfaces"

Bénévole, Entraide et Amitié

La faiblesse des quantités : la difficulté de tenir la semaine entière

Parmi les personnes rencontrées, deux d'entre elles qui dépendent presqu'exclusivement de l'aide alimentaire pour se nourrir et nourrir leurs enfants indiquent que les colis récupérés ne leurs suffisent parfois pas à tenir une semaine entière. Il arrive que 4 jours après la distribution leur frigo soit vide. Dans ce cas, il leur arrive de solliciter des bons alimentaires auprès des travailleurs sociaux qui les accompagnent, ou de trouver aussi de l'aide auprès de leur entourage.



La redondance des produits distribués : le manque de diversité et l'impossibilité de choix

Certains bénéficiaires interrogés, en particulier ceux fréquentant les structures distribuant des colis, pointent, outre la quantité, le manque de diversité des denrées distribuées. La redondance de certains produits ou de certaines margues génère une lassitude. Surtout, elle limite la capacité de diversifier les repas. L'apparition soudaine d'un nouveau type de produit est alors perçue positivement, c'est l'occasion d'innover en cuisine. Christine raconte par exemple de façon enjouée : « Un jour, on a eu des cuisses de pintade. Et je regardais la télé, il y avait une émission de cuisine. C'était une recette de pintade! Bah, j'ai fait la recette, je l'ai fait en cocotte avec le bouillon et tout ».

Plus la diversité est importante mieux elle répond aux habitudes alimentaires des bénéficiaires qui diffèrent selon leurs préférences, pratiques religieuses, origine, besoins spécifiques liés à l'état de santé (grossesse par exemple), l'âge, etc. Les acteurs de l'aide alimentaire se montrent conscients de cette nécessité et tentent de pallier par différentes stratégies. Le simple fait de proposer différentes variétés de pain, par exemple, est un moyen de rétablir la capacité de choix des bénéficiaires. Néanmoins cela nécessite qu'ils parviennent à élargir leurs approvisionnements, ce qui n'est pas toujours évident.



Ce qui est essentiel c'est que les gens aient le choix. Qu'ils sentent qu'ils ont une marge de manœuvre, qu'on ne leur impose pas tel ou tel type de « boites "

Secours populaire

Au-delà du manque de diversité c'est aussi l'absence de marges de manœuvre dans la composition du colis qui est évoquée comme contraignante par certains bénéficiaires et qui renforce leur sentiment d'une perte d'autonomie.



Les produits avec des DLC limitées : des denrées dont on ne veut pas

Enfin, les remarques des bénéficiaires concernent également la qualité des denrées distribuées. Plus que le goût des aliments, c'est souvent leur fraicheur qui semble poser problème, avec une cristallisation des attentes sur les dates de péremption des produits. Les bénévoles rencontrent fréquemment des difficultés pour écouler des produits à date limite de consommation courte, voire passée, alors même que le produit reste consommable. Les personnes accueillies à l'aide alimentaire n'ayant pas de raison d'avoir à cet égard des attentes différentes de celles des autres consommateurs.



Et puis au Secours populaire, c'est de la nourriture à date quoi. C'est la date d'aujourd'hui par exemple. Et puis voilà, c'est pas toujours....Faut être sûr de pouvoir manger ça très vite. Ou alors on congèle... Des fois on n'a pas trop envie de le manger même."

Karine, 51 ans



Des fois, c'est un peu... Une fois, on a eu des sardines vidées congelées, dès qu'on les a mises à décongeler, pouah! Ça sentait! J'ai pas mangé! J'ai mangé des pâtes à la place."

Leïla, 34 ans



Quel impact de la crise sanitaire sur l'activité des sites de distribution ?

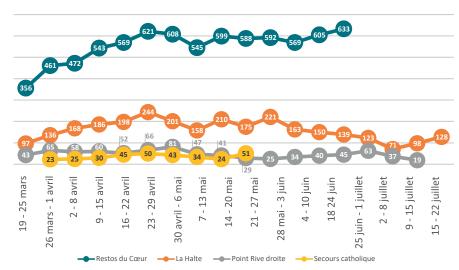
Une hausse relative du nombre de bénéficiaires en 2020

De la difficulté de recueillir des données fiables et stabilisées

La diversité des acteurs officiant dans le champ de l'aide alimentaire complexifie le recueil de données fiables et harmonisées aussi bien sur les profils des bénéficiaires que le type et le volume de denrées distribuées. En effet, les modes de recueil statistique different sensiblement d'une structure à une autre : certaines comptabilisent le nombre de paniers distribués, d'autres le nombre de ménages, d'autres encore le nombre de personnes. Les données qui figurent dans cette partie sont donc à prendre avec une certaine précaution et sont appuyées par les constats des acteurs rencontrés.

Une partie des associations rencontrées a constaté une hausse du recours à l'aide alimentaire par des populations fragilisées au moment du premier confinement du printemps 2020. Les données rassemblées par la coordination alimentaire reflètent ce constat, en particulier pour certains organismes : les Restos du Cœur ont vu le nombre de bénéficiaires passer de 356 mi-mars à 621 fin avril 2020, soit près de 260 bénéficiaires supplémentaires. De la même manière, les effectifs des bénéficiaires de la Halte ont plus que doublé entre ce même intervalle de temps. Pour les associations qui accueillent de plus petits effectifs de bénéficiaires comme le point de distribution rive droite, Mosaïk ou le Secours catholique, en revanche, la hausse est moins marquée.

Nombre de ménage aidés par structures entre mars et juillet 2020



Une tendance à la hausse observée à l'échelle nationale

En 2021 un dispositif national de suivi de l'aide alimentaire a été mis en place par Insee et la Drees. Les premiers résultats, provisoires, de cette enquête, montrent que le volume des denrées alimentaires distribuées par les associations a augmenté de 10,6 % en 2020 par rapport à 2019. Dans le même temps, ces associations ont enregistré une hausse de 7,3 % des inscriptions. Ces évolutions sont plus marquées que celles observées au cours de l'année précédente (+2,9 % pour les volumes et +4,4 % pour les inscriptions entre 2018 et 2019).

Le dispositif était complété d'un questionnaire qualitatif adressé aux responsables de centres de distribution qui étaient interrogés sur leur perception de l'évolution des publics accueillis. D'après les résultats communiqués par la Drees, ces derniers citent principalement une augmentation de la part des personnes seules, des travailleurs précaires et des familles monoparentales.

Pour en savoir 🕕



Aide alimentaire : une hausse prononcée des volumes distribués par les associations en 2020 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/communique-de-presse/aidealimentaire-une-hausse-prononcee-des-volumes-distribues-par-les

L'apparition de nouveaux publics

Au-delà de la hausse des effectifs, certains acteurs de l'aide alimentaire identifient parmi les bénéficiaires de leur lieu de distribution de « nouvelles têtes » qui contrastent avec les publics qu'ils avaient l'habitude de côtoyer d'ordinaire. Sont notamment évoqués : les (auto)entrepreneurs et travailleurs indépendants, les travailleurs précaires (intérimaires, etc.) et les étudiants. Ces profils marquent les esprits, car les bénévoles ou professionnels des structures soulignent qu'ils se distinguent des publics bénéficiaires habituels.

Parmi les personnes rencontrées, deux enquêté·e·s correspondent à ce profil de « nouveau bénéficiaire », il s'agit d'Inès et d'Idriss, les deux étudiant·e·s étrangers du panel. Pour ces derniers l'impossibilité d'exercer un job étudiant lors du premier confinement les a conduits à recourir à l'aide alimentaire. Leur situation matérielle tenait jusqu'alors uniquement grâce aux rémunérations qu'ils percevaient et lorsque le confinement les a forcés au chômage et à une immobilité coûteuse, ils ont été contraints de se tourner vers l'aide alimentaire

Certains acteurs de l'aide alimentaire identifient parmi les bénéficiaires de leur lieu de distribution de «nouvelles têtes» qui contrastent avec les publics qu'ils avaient l'habitude de côtoyer d'ordinaire.



MÉTHODOLOGIE

Cette étude a été réalisée à partir d'un travail d'enquête qualitative auprès de bénéficiaires de l'aide alimentaire et d'acteurs locaux, professionnels ou bénévoles, travaillant dans les lieux de distribution brestois (cf. liste des entretiens en annexe). Les entretiens menés dans ce cadre ont été complétés de trois séances d'observation in situ réalisées au cours du mois de juin, juillet et août 2021 sur le site de distribution de l'association Entraide et Amitié. L'ensemble des matériaux récoltés nourrit la présente étude et permet de rendre compte à la fois des fonctionnements divers des associations, de la réalité des situations de contrainte alimentaire exprimées par les personnes rencontrées et des raisons de leur recours à l'aide alimentaire.

Liste des entretiens réalisés

- **6 personnes** ont été rencontrées sur le site de distribution de l'association Entraide et Amitié située dans le quartier de Recouvrance
- 22 personnes ont été interviewées dans le cadre de l'enquête globale et ont été intégrées à notre panel car elles avaient eu recours à l'aide alimentaire au moins une fois dans leur vie.
- 7 entretiens ont été conduits avec des professionnels et bénévoles appartenant aux organisations suivantes : Entraide et Amitié, le Secours Catholique, le Secours populaire, la Banque alimentaire, l'épicerie solidaire de Quizac, le CCAS, les Restos du Cœur.

L'AIDE ALIMENTAIRE À BREST

Direction de la publication Yves Cléach

. . . .

Réalisation

Jeanne Abernot Pauline Léon

Mise en page

Jeanne Lefer

Contact

jeanne.abernot@adeupa-brest.fr

Dépôt légal

2e trimestre 2022

Référence

22-050





18 rue Jean Jaurès - 29200 BREST **Tél. 02 98 33 51 71**





